Canada – United States
Inter-Parliamentary Group
Canadian Section

Groupe interparlementaire
Canada – États-Unis
Section canadienne

Rapport du Groupe interparlementaire Canada–États-Unis

63e Réunion annuelle de la « Council of State Governments (CSG) Eastern Regional Conference »

Baltimore, Maryland (États-Unis d'Amérique)

Du 28 au 31 juillet 2024

Rapport

Du 28 au 31 juillet 2024, le sénateur Rodger Cuzner et M. Tim Louis, député, ont assisté à la 63e réunion annuelle et forum sur les politiques régionales du Council of State Governments East (CSG). La délégation était accompagnée par Robert Mason, conseiller de la Section canadienne du Groupe interparlementaire Canada–États-Unis (GIP).

LES OBJECTIFS DU GROUPE INTERPARLEMENTAIRE CANADA–ÉTATS-UNIS

Le GIP cherche à trouver des points de convergence dans les politiques nationales canadiennes et américaines, à instaurer un dialogue sur les points de divergence, à favoriser les échanges d'information et à promouvoir une meilleure compréhension des questions d'intérêt commun parmi les législateurs. Les membres de la Section canadienne du GIP rencontrent régulièrement leurs homologues fédéraux américains et assistent à diverses réunions des gouverneurs et législateurs d'État. En assistant à la réunion annuelle du CSG East, les membres de la Section canadienne ont rencontré des sénateurs et des représentants d'États américains, ainsi que des homologues provinciaux.

LA RÉUNION

Placée sous le thème « Chemins vers un avenir durable », la 63e réunion annuelle et forum sur les politiques régionales du CSG East comprenaient des séances sur l'énergie et l'environnement, l'agriculture, les questions frontalières, l'intelligence artificielle et les relations canado-américaines.

Le présent rapport résume les principales discussions tenues en plénière et pendant certaines des délibérations parallèles à la réunion.

A. Relations Canada–États-Unis

Le membre de l'Assemblée législative Billy Jones (New York; co-président, Comité des relations Canada–États-Unis) et la députée provinciale Laurie Scott (Ontario; co-présidente, Comité des relations Canada–États-Unis) ont présidé la séance. Les conférenciers comprenaient Sara Cohen (cheffe de mission, ambassade du Canada) et Dylan Clement (directeur de la politique internationale, National Association of Manufacturers).

Principaux points de discussion :

- Les États-Unis et le Canada entretiennent la relation commerciale la plus vaste et la plus globale au monde, qui est évaluée à 1,95 billion de dollars américains et qui soutient des millions d'emplois dans chaque pays. Le Canada est le principal partenaire commercial de 10 des 11 États représentés dans le CSG East.

- La frontière entre le Canada et les États-Unis est la plus longue au monde, n'est pas militarisée et compte environ 400 000 passages par jour, ce qui souligne l'importance de la relation de travail unique entre les deux pays.
- Les chaînes de fabrication et d'approvisionnement sont étroitement interconnectées, ce qui signifie que les tarifs américains sur les matières premières nuisent aux fabricants américains.
- Il y a des avantages à intégrer davantage nos chaînes d'approvisionnement afin de réduire notre dépendance envers des partenaires moins fiables. Par exemple, sur les 50 minéraux critiques identifiés par le Service géologique des États-Unis, 19 se trouvent au Canada, offrant des opportunités pour renforcer les partenariats existants, notamment dans le contexte de la fabrication de véhicules électriques.
- Le partage d'informations est essentiel pour la sécurité des deux pays sur un ensemble de questions, notamment la sécurité nationale, la criminalité et les incendies de forêt.
- L'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM) est un outil puissant pour les fabricants. Il est nécessaire de faire respecter ses règles, notamment en vue de son prochain examen en 2026. Les entreprises reconnaissent largement les avantages de l'ACEUM et cherchent à obtenir une certitude concernant son application permanente.
- Le corridor canado-américain de fabrication de semi-conducteurs présente des opportunités de croissance économique mutuelle et durable sur plusieurs décennies, semblables à celles du secteur de la fabrication automobile existant.
- Le Canada a annoncé qu'il prévoit dépenser 2 % de son PIB en défense d'ici 2032 pour respecter ses engagements envers l'OTAN.

B. Agriculture et Affaires Rurales

Le sénateur Brian Pettyjohn (Delaware; co-président, Comité de l'agriculture et des affaires rurales du CSG East) et la sénatrice Judy Schwank (Pennsylvanie; co-présidente, Comité de l'agriculture et des affaires rurales du CSG East) ont présidé une table ronde entre des représentants de différents États, provinces et territoires sur les principales questions liées à l'agriculture et aux communautés rurales.

Principaux points de discussion :

- L'adoption du Farm Bill américain de 2024 est nécessaire pour autoriser la poursuite de plusieurs programmes clés liés à l'agriculture, à la nutrition, à la conservation, au développement rural et à l'énergie.
- Une récente découverte de la transmission de l'influenza aviaire hautement pathogène (IAHP) aux vaches laitières et aux humains s'avère une préoccupation majeure pour les deux pays. Des investissements majeurs pour ralentir et contenir la transmission sont indispensables et sont en cours.
- Les innovations conduisent à une plus grande efficacité et à de meilleures pratiques environnementales, telles que la combinaison des panneaux

solaires avec l'agriculture régénératrice, et l'utilisation de drones pour effectuer l'épandage ciblé sur les cultures.

- Il y a des avantages à harmoniser les normes sur un ensemble de questions, y compris les analyses relatives aux SPFA et l'interdiction de ces dernières, le transport transfrontalier du bétail (comme les heures de service des conducteurs) et les règles d'importation pour les pollinisateurs.
- Les réglementations restrictives mises en place en réponse à une crise – telle que la maladie de la vache folle ou la galle verruqueuse de la pomme de terre – peuvent rester en vigueur longtemps après la résolution de la crise. Les décideurs peuvent réduire les obstacles inutiles au commerce en réévaluant régulièrement de telles mesures.

C. Énergie et Transport

Les panélistes qui ont discuté de l'énergie renouvelable comprenaient la déléguée Lorig Charkoudian (Maryland), Michael McHale (directeur des opérations, IBEW Local 24), Evan Vaughan (directeur exécutif, Mid-Atlantic Renewable Energy Coalition) et Dwarakesh Nallan (responsable de la transmission et de l'interconnexion, Equinor Next).

Principaux points de discussion :

- Investir dans les énergies renouvelables est crucial pour les États qui cherchent à réduire les émissions de gaz à effet de serre, à améliorer la qualité de l'air et à atteindre l'indépendance énergétique. De nombreux États de la côte Est ont une superficie relativement petite et une densité de population élevée, ce qui rend l'énergie éolienne en mer plus attrayante pour atteindre la carboneutralité. L'énergie éolienne en mer complète également l'énergie solaire, car elle peut générer de l'électricité lorsque le soleil ne brille pas.
- Au cours des dernières années, plusieurs projets d'éoliennes en mer ont été retardés ou annulés en raison de facteurs tels que l'augmentation des coûts, la capacité du réseau et les goulots d'étranglement de la chaîne d'approvisionnement. Les politiques peuvent régler ces problèmes, y compris de nouvelles approches de financement et des stratégies de développement économique.
- Il est important de prendre suffisamment de temps pour éviter les impacts environnementaux et pour bien effectuer l'implantation des projets afin d'éviter des problèmes ou des retards imprévus par la suite.
- La planification régionale de la transmission et la coordination de la chaîne d'approvisionnement peuvent entraîner des gains d'efficacité dans le secteur des énergies renouvelables et contribuer à surmonter les défis structurels historiques.
- La comparaison des coûts avec les combustibles fossiles est faussée par 100 ans de subventions directes et indirectes, y compris l'absence de tarification du carbone.
- Il existe un débat parmi les experts concernant la taille optimale des éoliennes. Cependant, il est essentiel de souligner qu'il y aura des

économies d'échelle à mesure que les turbines seront standardisées au sein des différents États.
- Les engagements des grandes entreprises envers la carboneutralité offrent une opportunité de vendre l'énergie éolienne en mer. Cela pourrait être davantage exploité, par exemple en exigeant que les centres de données utilisent un certain pourcentage dans leurs opérations.

Les panélistes qui ont discuté de l'expansion du marché des véhicules électriques comprenaient le représentant Patrick Brennan (Vermont; président, CSG East Transportation Policy Speakers), Alan R. Collins (professeur émérite, School of Natural Resources, Université West Virginia), Natasha Fackler (coordinatrice de la mise en œuvre des infrastructures, Département des transports de la Pennsylvanie) et William Marshall (gestionnaire du programme de fret, Electrification Coalition).

Principaux points de discussion :

- L'expansion du marché des véhicules électriques est appelé à mettre une contrainte supplémentaire sur le réseau électrique. Les ventes de véhicules entièrement électriques augmentent plus rapidement que les ventes de voitures à essence, ce qui souligne la nécessité de faire d'importants investissements dans l'infrastructure des véhicules électriques.
- Les éléments clés de la stratégie des véhicules électriques des États-Unis comprennent le programme d'infrastructure nationale des véhicules électriques, qui investit 5 milliards de dollars sur 5 ans dans l'infrastructure pour les véhicules électriques, et la stratégie pour un couloir national de transport des marchandises à émission zéro, qui vise à prioriser et à séquencer stratégiquement les investissements fédéraux pour contribuer à atteindre un réseau national de transport des marchandises à émission zéro d'ici 2040.
- Les initiatives au niveau étatique telles que les normes en matière d'énergies renouvelables dans les portefeuilles et les normes sur les carburants à faible teneur en carbone sont également un élément clé du passage aux véhicules électriques.
- Plus d'énergie renouvelable tend à entraîner une adoption plus importante des véhicules électriques, en partie parce qu'un réseau relativement propre est nécessaire pour obtenir les avantages environnementaux des véhicules électriques. Les incitatifs financiers et la commodité du réseau de recharge sont également des facteurs importants dans l'adoption des véhicules électriques.
- Les exemptions de poids pour les véhicules électriques leur permettent de rester compétitifs vu la taille et le poids de leurs batteries.
- De nombreux États ont adopté des frais pour les véhicules électriques afin de récupérer les pertes de revenus des taxes sur l'essence.

CONCLUSIONS

La réunion annuelle et le forum sur les politiques régionales du Council of State Governments East ont permis aux membres de la Section canadienne de discuter avec

des législateurs américains et canadiens ainsi qu'avec d'autres parties prenantes de la région de l'Est sur des questions touchant le Canada et les États-Unis. Les membres ont pu recueillir des informations sur de nombreux sujets importants liés à leur rôle de législateurs fédéraux, notamment la sécurité alimentaire, les questions frontalières, l'énergie et l'environnement. Pour les membres de la Section canadienne, le CSG East une occasion unique d'échanger de l'information et d'établir un dialogue binational.

Dépenses de déplacement

Les dépenses de déplacement associées à cette activité se retrouvent dans le rapport financier de délégation. Ce rapport est disponible dans la section de divulgation financière du site Web de la Diplomatie parlementaire.

Le tout respectueusement soumis.

L'honorable Michael MacDonald,
sénateur
Coprésident
Groupe interparlementaire
Canada–États-Unis

Richard Bragdon, député
Coprésident
Groupe interparlementaire
Canada–États-Unis